Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nos-partenaires

6 août 2014

Nos partenaires

Le Réseau "Sortir du nucléaire" travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations nationales et internationales dans le but de se renforcer mutuellement.

Pour le développement des alternatives énergétiques :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a comme priorité de promouvoir les énergies renouvelables en soutenant les organisations suivantes :

- la Fondation Sciences Citoyennes : https://sciencescitoyennes.org/
  La Fondation Sciences Citoyennes a pour objectif de favoriser et prolonger le mouvement de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien

commun. Face à la marchandisation des savoirs et du vivant, ces mobilisations et initiatives amorcent un sursaut démocratique et un nouveau pacte social pour une science citoyenne, responsable et solidaire.

- Énergie partagée (Fonds citoyen pour les énergies renouvelables) : https://www.energie-partagee.org/
  Énergie Partagée est un mouvement qui accompagne, finance et fédère les projets citoyens de production d'énergies renouvelables et de maîtrise de l'énergie. Énergie Partagée est un mouvement citoyen, fondé par les organismes pionniers de la finance solidaire et des énergies renouvelables. Il est composé de porteurs de projets soutenus par des milliers de citoyens actionnaires qui souhaitent reprendre la main sur leur pouvoir d'investissement et sur leur choix de consommation énergétique.

Pour la santé

Le nucléaire est une menace permanente pour les humains et l'environnement. Le Réseau a rejoint plusieurs collectifs qui travaillent dans le domaine de la santé :

- Independent WHO : https://independentwho.org/fr/ IndependentWHO est un mouvement citoyen initié par un collectif d'associations et d'individus.
  Le collectif a engagé, depuis le 26 avril 2007, jour anniversaire de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, une action sous la forme d'une manifestation permanente, silencieuse, devant le siège de l'OMS à Genève. Son objectif est d'obtenir que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) remplisse sa mission de protection des populations touchées par la contamination radioactive et que pour cela, entre autres, elle révise l'accord qu'elle a signé avec l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) le 28 mai 1959 (WHA 12-40). Cet accord soumet l'OMS, en matière de rayonnements ionisants, à l'autorité de l'AIEA, le promoteur mondial de l'atome commercial.

- La Charte de Bruxelles pour la création d'un Tribunal Pénal Européen et d'une Cour Pénale Internationale de l'Environnement et de la Santé : https://iecc-tpie.org/
  Le 30 janvier 2014, un consortium d'organisations s'est rassemblé au Parlement Européen, pour lancer la "Charte de Bruxelles" par laquelle elles appellent officiellement à la création d'une Cour Pénale européenne et Internationale de l'Environnement et de la Santé. Cette Charte demande la reconnaissance du crime environnemental comme crime contre l'Humanité et crime contre la Paix par les Nations Unies.

Pour dire « ni nucléaire, ni effet de serre » !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" exige que le nucléaire soit exclu des dispositifs de régulation des émissions de gaz à effet de serre et appelle à la mise en œuvre des *vraies* solutions : efficacité énergétique, économies d'énergie, développement des énergies renouvelables, lutte contre la déforestation, transition vers une agriculture durable, relocalisation des activités économiques, etc. En tout logique, il apporte son soutien aux organisations suivantes :

- Réseau Action Climat : https://www.rac-f.org/
  Le Réseau Action Climat – France (RAC-F) est une association loi de 1901 spécialisée sur le thème des changements climatiques fondée en 1996. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 700 ONG dans 90 pays dont le but est d'inciter les gouvernements et les citoyens à prendre des mesures pour limiter l'impact des activités humaines sur le climat.
  Le Réseau Action Climat - France regroupe 18 organisations nationales de défense de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de

solidarité internationale. Il comprend également un collège d'associations locales et un collège d'adhérents individuels, impliqués personnellement ou professionnellement dans une thématique liée aux changements climatiques.

Pour une action concertée contre le nucléaire militaire

Pour une dynamique collective contre le nucléaire militaire, le Réseau "Sortir du nucléaire" est membre des organisations suivantes :

- Sur le plan international :
  - Du réseau mondial « Abolition 2000 » : https://www.abolition2000.org/
    Abolition 2000 a été créé en 1995 à l'initiative de 65 ONG qui ont rédigé le Manifeste fondateur (https://www.abolition2000.org/?page_id=161) appelant à un traité pour éliminer les armes nucléaires et affirmant le « lien inextricable » entre les armes nucléaires et l'énergie nucléaire. Il s'agit d'une dénonciation de l'article du traité de non prolifération qui prône le droit inaliénable aux bénéfices des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. Plus de 2000 associations participent à Abolition 2000. Le secrétariat est assuré par Pax Christi Hollande.
  - De la Coalition Internationale pour l'Interdiction des Armes à l'Uranium appauvri (International Coalition to Ban Uranium Weapons - ICBUW) : https://www.bandepleteduranium.org/
    La Coalition internationale pour l'interdiction des armes à l'uranium (ICBUW) milite pour une interdiction de l'utilisation de l'uranium appauvri dans toutes les armes, les soins de santé, la rémunération et s'intéresse aux soins de santé et à l'assainissement de l'environnement pour les communautés affectées par leur utilisation. ICBUW représente plus de 160 organisations dans le monde entier et vise à élaborer un traité d'interdiction de ces armes.

- Sur le plan national :
  - Du collectif national d'associations « Armes nucléaires STOP » : https://armesnucleairesstop.org/
    Armes nucléaires STOP est un collectif d'une quinzaine d'associations non-violentes qui veulent l'abolition des armes nucléaires au plus tôt et dénoncent les préjudices humains (vétérans…) et environnementaux (pollutions, détériorations…) des essais nucléaires. Créé en 1990 sous le nom de « STOP essais » pour s'opposer aux essais nucléaires en Polynésie, ce collectif a aidé à la création des associations de vétérans. Son action a contribué à la décision de démantèlement du site de Moruroa en 1996 et à l'élaboration d'une loi de reconnaissance et d'indemnisation des vétérans adoptée en 2010.
  - De la Coordination française de la campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN) : https://icanfrance.org/
    Le collectif ICAN-France a été créé au printemps 2009 quelques temps après la mise en place, au niveau international, de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons). Il prend la suite de la campagne française pour le désarmement nucléaire. La campagne ICAN, lancée en 2007, regroupe 300 organisations non-gouvernementales partenaires, dont 64 en France, dans 80 pays. Elle vise à mobiliser les citoyens pour faire pression sur leurs gouvernements afin de commencer des négociations sur un traité d'interdiction des armes nucléaires. Parmi ses soutiens, on compte Hans Blix, Ban Ki-moon, le Dalaï Lama et Yoko Ono.
  - Du collectif "Non au missile M 51" : https://www.nonaumissilem51.org/
    Le collectif « Non au missile M51 » dit NON au programme d'adaptation et de recherche pour les armes nucléaires du futur en France : le laser Mégajoule, un quatrième sous-marin, de nouveaux avions (Rafale), de nouvelles têtes nucléaires (TNO-Tête nucléaire

océanique), et enfin de nouveaux missiles, les M51 ! Les armes nucléaires sont des armes de destruction massive uniquement dirigées contre les populations civiles. Utilisées deux fois dans l'Histoire de l'Humanité, leur prolifération accroît le danger d'un nouvel usage, volontaire ou accidentel. Pour faire face au danger de la prolifération, la communauté internationale a estimé dès 1970 qu'il n'y avait qu'une seule issue possible : leur élimination.